

ASSISES DE LA VILLE 2010

ATELIER ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

PRÉSIDENTE DE L'ATELIER
Danièle Cornet, vice-présidente
de Plaine centrale, chargée de
l'Insertion et de l'Économie
sociale et solidaire

RAPPORTEUR
Vanessa Jérôme, université
Paris-I, laboratoire de Sociologie
et de Science politique



ACTIONS CONCRÈTES ET ENJEUX

Faisant la synthèse des travaux menés dans l'atelier traitant de l'économie sociale et solidaire, Danièle Cornet, présidente de l'atelier, a rappelé les nombreuses actions déjà conduites en ce domaine par la Ville de Créteil et la Communauté d'agglomération Plaine centrale.

Elle a souligné la mise en réseau des différents acteurs à travers l'organisation de rencontres, de formations, d'actions de communication, de partenariats. Elle a cité les réponses apportées à certains besoins : la création de la Plateforme mobilité, le soutien aux finances solidaires avec un club "Cigales", la sensibilisation des entreprises en matière d'embauche de personnes handicapées, mais aussi de marchés publics, etc. Autant d'initiatives locales mises en valeur qui drainent de plus en plus d'acteurs engagés sur le terrain.

Vanessa Jérôme (Paris-I) s'est attachée à définir les enjeux actuels de l'économie sociale et solidaire. Dans un contexte économique de crise, elle se concrétise par des projets portés par des acteurs diversifiés (mutuelles, coopératives, associations) dans des secteurs variés (services aux personnes, insertion, finances solidaires, commerce équitable, entrepreneuriat social...).

Les enjeux actuels de cette économie sont sa reconnaissance, son positionnement clair, son ancrage réel dans les territoires et son institutionnalisation pour conduire à des activités pérennes.

LES PROPOSITIONS DES COMITÉS DE QUARTIER

M^{me} Chevalier et M. Tempel ont été les porte-parole des comités de quartier. En préparation des Assises, 55 Cristoliens volontaires se sont penchés sur la question de l'économie sociale et solidaire, mobilisés par l'intérêt qu'ils portent à ce sujet tout comme à leur ville. Leurs travaux ont permis de déterminer quatre priorités : développer les structures pour répondre aux besoins, étendre leur champ de compétence, faire mieux connaître leurs actions et favoriser leur démocratisation. Pour atteindre ces objectifs, ils ont listé un certain nombre de propositions : développer les aides à domicile et les services de proximité, développer le commerce équitable/bio en particulier pour les ménages modestes, ouvrir les marchés publics aux structures de l'ESS, aider financièrement et matériellement les acteurs de l'ESS, etc. Sans oublier de valoriser toutes ces actions, de promouvoir les bonnes expériences et de dresser périodiquement un état des lieux.

DES ACTEURS DIVERSIFIÉS

Les associations Artisans du Monde, Paniers de Créteil, Elles Aussi, Pep's Services, Vélo école-Place au vélo, Plaine centrale Initiatives, Plateforme de mobilité, Miss Oumy, Saïd et Ekisoleko ont présenté leurs actions et leurs projets sur le territoire.

Il en ressort que l'économie sociale et solidaire,



c'est un ensemble d'acteurs diversifiés, aux pratiques multiples qui interagissent entre elles. Ancrés sur le territoire, ces acteurs sont également tournés vers le monde et les problématiques internationales.

DES FINANCES SOLIDAIRES

Éric Plantard (Cigales Île-de-France) est revenu sur l'enjeu des finances solidaires dans l'émergence de projets. Les clubs Cigales regroupent des personnes qui placent leur épargne sur des projets en phase d'amorçage, selon un processus rationalisé (rencontre des porteurs de projet, sélection démocratique des projets, apports collectifs, suivi de l'entreprise pendant cinq ans). Même s'ils sont fédérés, ces clubs sont indépendants et autonomes. Ce réseau est donc un outil de développement local pour créer des entreprises viables, d'utilité sociale, écologique et culturelle, et pour créer de l'emploi.

DES ÉCO-ACTIVITÉS

Christelle Insergueix (Arene Île-de-France) est intervenue pour définir les éco-activités. Il s'agit d'activités qui produisent des biens et des services pour protéger l'environnement et gérer les ressources naturelles. La majorité des emplois des éco-activités se concentre dans les secteurs de l'eau et des déchets, mais pas uniquement dans l'environnement stricto sensu. On note une forte présence des acteurs de l'économie sociale et solidaire dans ce champ d'action, avec beaucoup d'initiatives innovantes. Enfin, il a été mentionné l'existence d'un Réseau économie sociale et environnement, le Rese, pour échanger sur les pratiques professionnelles (formation, montée en compétences...).

LES ENJEUX DES POLITIQUES PUBLIQUES

Laurent Fraisse (Centre de recherche et d'information sur la démocratie et l'autonomie) a rappelé que les politiques publiques de l'économie sociale et solidaire sont un point fort pour penser l'alliance entre l'écologique et le social, entre la citoyenneté et l'entrepreneuriat. L'ancrage territorial des initiatives économiques est important par rapport au monde et a un sens au-delà du territoire. Les enjeux de ces politiques

publiques sont de connaître, se reconnaître, se faire reconnaître, structurer les réseaux d'acteurs et soutenir les initiatives et les porteurs de projets. Les collectivités territoriales sont, depuis la fin des années 1990, très motrices en terme d'économie sociale et solidaire. Ces politiques publiques doivent maintenant utiliser l'économie sociale et solidaire comme levier pour faire évoluer le modèle du développement territorial dans son ensemble, notamment via l'encadrement social et environnemental des marchés publics. Si Créteil est en avance sur ce sujet, c'est loin d'être le cas pour beaucoup d'autres collectivités qui demeurent assez frileuses. De plus, il est nécessaire de mieux articuler les niveaux des collectivités territoriales et d'améliorer la gouvernance et le partenariat entre collectivités.

UN MODÈLE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ALTERNATIF À SOUTENIR

Les participants ont émis le souhait de développer la qualité de l'encadrement des structures de l'économie sociale et solidaire, associations pour la plupart, et de les soutenir financièrement, dans la logique d'un effet levier et de la pluralité et complémentarité des financeurs. Ils ont aussi proposé qu'une grille d'auto-évaluation des acteurs avec des critères qualitatifs et quantitatifs de leurs actions soit mise en place.

En conclusion, Danièle Cornet a évoqué la démarche réellement participative et citoyenne qui montre la richesse des initiatives locales et les effets de la co-construction des dynamiques de l'économie sociale et solidaire. À cet égard, dans le cadre de son plan de développement dans ce domaine, la Communauté d'agglomération a lancé un appel à projets et retenu 13 initiatives. Elle a également défini un nouveau plan d'action triennal visant quatre axes prioritaires : conforter la dynamique partenariale et la mise en réseau des acteurs, repérer et soutenir les nouveaux besoins en matière d'utilité sociale sur le territoire, soutenir les porteurs de projets solidaires, les valoriser ainsi que leurs initiatives.

Élus et porteurs de projets ont, en effet, le sentiment que beaucoup d'initiatives existent, mais qu'elles n'ont pas assez de visibilité.